

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18302 - 71ÈME ANNÉE

Une seule objection de principe : que Huguette Bello ne conduise pas la liste

Le PCR soutient l'union pour battre Didier Robert



Fabrice Hoarau, Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Ginette Sinapin ont présenté la position des communistes réunionnais.

Le Parti communiste réunionnais a présenté hier sa position pour le second tour des régionales à la presse. Il appelle à l'union des trois listes arrivées derrière Didier Robert. L'addition de leurs voix donne à l'union une avance de 30 000 voix sur la liste conduite par la président de Région sortant. Le PCR n'a qu'une seule objection de principe : que Huguette Bello ne conduise pas la liste. « Huguette Bello a introduit depuis des années un tel contentieux qui continue avec le Parti communiste réunionnais, qu'il n'est pas envisageable qu'elle soit la tête de liste rassembleuse du second tour des élections régionales. Il s'agit de ne pas hypothéquer l'avenir de La Réunion pour une personne », indique le communiqué du PCR diffusé suite à la rencontre avec les journalistes. Voici son contenu



Communiqué de presse

Le PCR et le 2e tour des Régionales

Le PCR prend acte des résultats du premier tour des élections régionales du dimanche 6 décembre. Avant tout commentaire, nous tenons à remercier toutes les électrices et les électeurs qui nous ont apporté leurs suffrages, en votant pour la liste de l'Union des Forces de Progrès conduite par Patrick Lebreton.

Plusieurs constats s'imposent.

Taux de participation

Le taux de participation est le plus faible de toutes les consultations régionales. Il n'est que de 44,45 %. Plus de la moitié des inscrits n'ont pas voté. Cette situation n'est pas sans interpeller tous les responsables politiques quels qu'ils soient sur l'attitude de la majorité de l'électorat face au scrutin.

Analyse des chiffres

Malgré le soutien de 14 maires dont 8 sur la liste, de la présidente du Conseil départemental, des présidents de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers, **la liste conduite par Didier Robert ne réalise que 40,36 % des suffrages, soit 107 281 voix**. Cette situation est d'autant plus grave pour lui qu'aucune liste susceptible de le soutenir au second tour n'a fait de résultat significatif.

Le résultat de Huguette Bello ne correspond ni à son attente, ni aux prévisions des sondeurs. Elle ne réalise que 63 248 voix, soit 23,80 % et **un retard de 44 083 voix sur Didier Robert**.

Le troisième résultat, c'est celui de Thierry Robert qui rassemble 54 021 voix, soit 20,32 %, et constitue une percée soulignée par toute la presse et l'opinion.

Le quatrième résultat est celui de Patrick Lebreton qui totale 18 919 voix, soit 7,12 %.

Il découle de ces quatre chiffres que **l'addition des forces de ces trois listes opposées à celle de Didier Robert représente 136 188 voix, soit une avance de près de 30 000 voix**. Il est donc possible de gagner le dimanche 13 décembre prochain si ces trois listes fusionnent en une seule.

Condition et principe

Nous soutenons la constitution d'une telle liste d'union. Notre seule objection de principe, c'est que Huguette Bello a introduit depuis des années un tel contentieux qui continue avec le Parti communiste réunionnais, qu'il n'est pas envisageable qu'elle soit la tête de liste rassembleuse du second tour des élections régionales. Il s'agit de ne pas hypothéquer l'avenir de La Réunion pour une personne.

Fait au Port, ce lundi 7 décembre 2015

Après la triangulaire de 2010, le choix d'une tête de liste incapable de rassembler ?

La Région Réunion de nouveau offerte à Didier Robert ?

Selon des informations parues dans la presse ce matin, un accord permettant la réélection de Didier Robert aurait été conclu. En effet, Huguette Bello conduirait la seule liste opposée au président sortant dimanche prochain. Si cette information se vérifiait, alors ce serait une répétition des régionales de 2010 avec une tactique différente : au lieu de la triangulaire, le choix d'une tête de liste incapable de rassembler. La conséquence serait la même, l'élection de Didier Robert à la présidence de Région.

Quelques heures après la conférence du Parti communiste réunionnais, une rumeur a commencé à circuler. Huguette Bello serait tête de liste au second tour. Une autre source a donné la même information ce matin. D'après Imaz Press Réunion, Bello-Annette, la liste LPA et Pour une Réunion nouvelle fusionneraient. Huguette Bello aurait réussi à s'imposer comme tête de liste. Le dépôt des listes doit se faire au plus tard à 18 heures. Tout sera donc clarifié aujourd'hui.

La réalité des urnes au premier tour

Lors du premier tour des élections régionales, la liste conduite par Huguette Bello avait réalisé un résultat bien loin des prévisions les plus pessimistes des sondeurs. Elle était largement derrière celle de Didier Robert à Saint-Denis, ville pourtant dirigée par Gilbert Annette, premier colistier de Huguette Bello. Au Port,

la présidente de PLR avait enregistré un recul de 20 points par rapport aux législatives, dernier scrutin où elle se présentait sous son nom. À Saint-Paul, là où Huguette Bello était encore maire l'an dernier, Bello-Annette était là aussi distancée. Cela veut dire qu'elle est en perte de vitesse dans les bastions où elle pensait faire le plein.

Outre cette dynamique négative, le PCR avait rappelé que compte-tenu du contentieux que l'ex-maire de Saint-Paul entretient avec le Parti communiste réunionnais, Huguette Bello ne pouvait être la tête de liste rassembleuse indispensable au renversement de la situation. De plus, le choix de l'imposer comme tête de liste au premier tour avait introduit la division, car cela s'était fait sur la base de l'exclusion du PCR et du Progrès.

Qui veut répéter la catastrophe de 2010 ?

Ces faits ne sont ignorés par per-

sonne. Ils expliquent pourquoi Huguette Bello n'est pas la tête de liste capable d'incarner le rassemblement. Ce serait donc manifestement le plus mauvais choix, et voudrait donc dire que la réélection de Didier Robert serait donc assurée.

En 2010, une liste s'était maintenue sans aucune chance de l'emporter tout en sachant que ce choix favorisait Didier Robert et desservait la cause de la liste des forces de progrès conduite par Paul Vergès.

5 ans plus tard, la méthode serait différente, mais la conséquence la même : la victoire assurée pour Didier Robert.

Nous ne tarderons pas à être fixé.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Les partis républicains pourront-ils faire reculer la menace ?

L'extrême droite prête à s'emparer d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

En France, l'extrême droite a réalisé son meilleur score à une élection sur un plan national. Elle est quasiment assurée de remporter une région et pourrait encore s'emparer de deux collectivités malgré le désistement des socialistes au profit de LR pour faire barrage à l'extrême droite. Ces résultats installent en France l'idée qu'il est possible que l'extrême droite arrive légalement au pouvoir, un fait sans précédent depuis la guerre.

En France, l'extrême droite est arrivée en tête dans presque la moitié des régions. C'est un séisme politique. La droite est sortie en première position dans quatre régions, alors que les listes conduites par des socialistes arrivent devant dans trois régions.

Le parti des Le Pen a remporté près de 28% des suffrages, dimanche soir, sur l'ensemble du territoire. Du côté de la droite (26,7%) et du PS (23,1%). Le partis républicains ont de nouveau perdu du terrain en pourcentage, car l'extrême droite avait obtenu 25,2 % lors des départementales de mars, et 24,9 % aux européennes de mai 2014.

En valeur absolue, l'extrême droite obtient plus de 6 millions de voix. C'est moins qu'à la présidentielle de 2012, mais compte tenu d'un taux d'abstention supérieur à 40 %, cela permet au FN de réaliser une percée très inquiétante. L'extrême droite est en tête dans 46 départements. Ce qui est encore plus, c'est la composition de son électorat. Selon un sondage, un tiers des jeunes de moins de 25 ans qui ont voté l'ont fait pour le parti d'extrême droite.

LR en retrait

Contrairement aux élections intermédiaires précédentes, l'opposition au Parlement n'arrive pas à s'imposer. Les listes conduites ou soutenues par LR ne sont pas assurées d'être en mesure de l'emporter dimanche prochain dans les quatre régions où elles ont réussi les meilleurs scores. Le PS pourrait même faire mieux que la droite dimanche, à condition que les reports soient efficaces.

Aussitôt connus les résultats, le Parti socialiste a choisi de retirer deux listes arrivées troisième au premier tour et pouvant se maintenir au se-

cond tour, dans les régions où l'extrême droite est sûre de l'emporter en cas de triangulaire. Dans le Nord-Picardie et en PACA, le parti FN dépasse en effet 40 % des suffrages. Ce retrait laisse la droite comme seule liste républicaine face à l'extrême droite. L'objectif est de barrer la route au parti des Le Pen. En Nord-Picardie, cette décision touche un bastion du PS. C'est en effet une base électorale traditionnelle du parti au pouvoir. Le Parti socialiste a donc décidé de ne pas avoir d' élu dans cette région, afin d'augmenter les chances de battre l'extrême droite au second tour.

En région PACA, la même décision conduira à l'absence pendant 6 ans d'élus socialistes dans une région que le PS préside actuellement.

Grave menace

En Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, l'extrême droite est là aussi en mesure de l'emporter en cas de triangulaire. Elle a obtenu plus de 36 % des suffrages. La direction parisienne a donc demandé à sa tête de liste de se retirer. Ce dernier, Jean-Pierre Masseret, est le président de l'ancienne Région Lorraine. Il s'est opposé à cette décision. Il est pleinement conscient que l'extrême droite pourra ainsi contrôler cette collectivité, mais il estime qu'il vaut mieux affronter l'extrême droite dans un hémicycle plutôt que de disparaître de la représentation régionale pendant 6 ans. Malgré les injonctions de Paris, il n'a pas transigé et a déposé sa liste pour le second tour dès hier. En conséquence, la direction du Parti socialiste a fait une déclaration publique dans laquelle elle appelle à voter pour la liste LR.

Du côté de LR, la position de Nicolas Sarkozy a été adoptée. C'est le maintien de toutes les listes ayant

obtenu plus de 10 % au premier tour, même si le risque est de faire gagner l'extrême droite. Cela n'a pas été sans débat, car cette ligne est loin de susciter l'unanimité dans l'ancienne UMP. À cela s'ajoute des résultats en deçà des prévisions, car pour le moment la droite est loin d'être sûre de remporter une Région. Elle est déjà quasiment certaine d'avoir perdu Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, du fait du maintien d'une liste socialiste aujourd'hui dissidente.

Front républicain et colère de Le Pen

Le désistement des socialistes dans le Nord et en PACA rebat les cartes, ce qui a suscité l'indignation de la cheffe de l'extrême droite qui avait fait de ses deux Régions un objectif prioritaire. Car si les partis républicains arrivent à rassembler leurs électeurs, c'est la victoire assurée face à l'idéologie ultra-réactionnaire. Ce sera aussi une défaite personnelle pour la famille Le Pen qui dirige le parti d'extrême droite, car deux de ses membres conduisent des listes : Marine Le Pen et Marion Maréchal Le Pen.

Malgré tout, le maintien de la liste conduite par Jean-Pierre Masseret dans l'Est pourrait bien aboutir à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans une Région sans qu'il lui soit nécessaire d'avoir la majorité des suffrages exprimés. À 18 mois de l'élection présidentielle, une telle nouvelle ne serait pas sans conséquence. Cela renforcerait l'idée qu'en France, l'extrême droite puisse arriver légalement au pouvoir. Le précédent de 1940, quand Pétain avait obtenu légalement les pleins pouvoirs, a semble-t-il été oublié par une grande partie des citoyens.

Ouverture du segment de haut niveau de la COP21

Ban Ki-moon : « l'occasion unique de forger notre propre destin »

L'arrivée des ministres de l'environnement hier à Paris a marqué le lancement du volet politique de la conférence de Paris sur le climat. C'est le segment de haut niveau. À l'ouverture de cette session, le secrétaire général de l'ONU s'est adressé aux ministres en soulignant l'importance cruciale d'arriver à un accord cette semaine pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

« Notre avenir même est menacé. Mais ici, à Paris, nous avons l'occasion unique de forger notre propre destin », a lancé lundi le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, à l'adresse des ministres et négociateurs lors de la Conférence sur le climat (COP21). « Si nous arrivons à relever le défi des changements climatiques, nous assurerons l'avenir des générations à venir et poserons les bases d'un monde prospère et sûr pour tous ses habitants », a-t-il poursuivi. Cette seconde semaine de négociations doit aboutir à un accord universel pour limiter la hausse des températures en dessous de 2 degrés.

Quatre piliers de l'accord

Il y a une semaine, les dirigeants de 150 pays se sont engagés à tout faire pour que soit conclu l'accord mondial solide dont nous avons besoin pour relever ce défi, a rappelé le secrétaire général. « Jamais auparavant tant de chefs d'État et de gouvernement ne s'étaient retrouvés en même temps en un même lieu pour s'atteler à une même tâche ».

Même si à Paris, la marche pour le climat a dû être annulée, le chef de l'ONU a noté des centaines de milliers de voix dans la société civile, du secteur privé et de chefs religieux, comme celle du Pape, se sont élevées pour plaider pour un accord global et robuste. « Tous, nous avons l'obligation morale d'entendre ces voix », a-t-il dit.

Ces voix demandent, a précisé le Secrétaire général, « premièrement que l'accord permette de limiter la hausse des températures en des-

sous de 2 degrés ». « Pour beaucoup, notamment les îles basses et les pays les moins développés, même une hausse de 1,5 degrés aurait des conséquences graves », a-t-il ajouté.

« Deuxièmement, nous devons faire bien comprendre au secteur privé que la transformation qui nous dotera d'une économie mondiale à faibles émissions est inévitable, bénéfique, et déjà en cours. Troisièmement, les pays développés doivent accepter de jouer un rôle moteur et les pays en développement doivent assumer une part croissante de responsabilité, selon leurs capacités.

Quatrièmement, l'accord doit garantir que les pays en développement, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre eux, bénéficieront d'un appui suffisant et équilibré sur les plans de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation des effets de ces changements », a-t-il précisé.

De plus, l'accord doit « instituer un dispositif unique qui permette de mesurer les progrès accomplis sur tous les plans, de les suivre et d'en rendre compte de façon transparente ».

Il s'est remémoré ce que lui a dit hier une jeune exploratrice norvégienne, à bord du bateau scientifique Tara, « Nous sommes l'avenir. Et notre avenir dépend de ce que vous déciderez aujourd'hui ».

Des engagements aux actions

La Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Christiana Figueres, s'est félicitée des mesures annoncées au cours de la première semaine de la

COP21 dans le cadre du Programme d'action Lima-Paris.

« Des engagements ont laissé place à une réelle action de la part des investisseurs, des entreprises, des autorités au niveau régional et municipal, et de la société civile dans son ensemble », a-t-elle dit.

S'exprimant lors de la session ministérielle de haut niveau, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft, a déclaré de son côté que si l'année 2015 concerne la conclusion d'accords, l'année 2016 aura pour programme leur mise en œuvre rapide. Il a annoncé qu'il organiserait une réunion à New York en avril pour aider à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) qui ont été adoptés à l'unanimité cette année par tous les États membres de l'ONU.

« Faire la paix avec notre planète »

M. Lykketoft a prévenu qu'un accord universel robuste sur le climat à Paris était un fondement essentiel pour que le monde puisse éviter de franchir le seuil d'une hausse de la température mondiale moyenne de 2 degrés Celsius.

Lors d'une conférence de presse plus tard dans la journée, M. Ban a déclaré que « de Lagos à Los Angeles, de Berlin à Beijing, les gens demandent de l'air propre et un avenir pacifique et prospère pour leurs enfants et les générations à venir, et aussi une planète en bonne santé ».

« Nous sommes sur le point d'arriver à l'un des accords de paix les plus importants de notre temps - faire la paix avec notre planète », a-t-il déclaré.

Oté

Mi vot pi !

Dopi lontan mi lir dan nout zournal ké nout léstati i konvyin pi pou aryin. Nout léstati i réponn pi par rapor in takon boubou néna dan nout péi. Daborinn, bann boubou shomaz, ni arèt pi di koman shomaz i karsèr a nou, bann zèn aou, bann sonior aou, tanzantan mwìn la anvì di i kansèr a nou. Lé vré pou vréman la politik l'intégrasyon dopi lontan la ral a nou déryèr.landomin zéléksyon mi antan dann télé "Mwìn la bash lo vot parské travay la pwìn. Mwìn la bash lo vot parské lo mèr na pwìn aryin pou doné"

Konm si dann nout léstati, lo mèr i dwa donn travay nout tout, fé la kaz pou nout tout. Donkolor fo shanz lo léstati ? I prètan lo léstati lé bouloné èk lalinéa sink l'artik 73 la konstitisyon, lo bann zinstitisyon lé bloké. Poitan konm déor nou néna la kominn, nou néna lo départman, la kominoté d'kominn é pi nou néna la Rézyon zordi èk in bon pé pouwar, èk nouvo pouwar. Dimansh, nou lavé lokasyon donn in lavi, solman 45 pour san d'moun la réponn.

Konm si domoun i krwa pi, konm si domoun lé pi la èk sa. Pou kisa mi sar voté ? Mi vot pi vik zot tout lé parèy. Mi vot pi vik mwìn na pwìn travay. Mi vot pi par rapor mon p'ti rotrèt. Mi vot pi pou bann mantèr. Dir néna i promèt ankor 30000 enplwa, i promèt ankor otan la kaz. Sanm pou mwìn lé pa zordi la vèy pou domoun artourn o zirn konm i sava. Pètèt èk in léstati i donn anvì ! Pètèt èk in lasanblé inik !

Justin

« I donn pa kou d'pyé dann son marmite do ri » – In kozman pou la rout

Kozman-la lé vré pou vréman : I vé dir i fo pa alé kont son z'intéré. Koué d'myé ksa ! Koué d'pli valab ké sa ! Poitan alon kalkil in kou ! Lé vré i fo ou i sava dann sans out z'intré, mé a tou pri ? La moin lé blizé poz amoin késtyon. Si i réspèk bann bon prinsip, oui ! Si i sava pa dann sans bann bon prinsip, la na in problèm. Arzout èk sa si i réspèk pa out dignité, l'èr-la I fo ou I bès la tête ? Moin la fine gingn lo kou dan la vi mé ziska zordi mi pans konmsa é pa otroman. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.